

mais il ne s'est certainement pas produit d'amélioration suffisante pour nous reconforter. D'autre part, les effets qu'entraîne l'incapacité de maintenir la paix sont même plus grands aujourd'hui qu'il y a six mois. Il est vrai que la coalition occidentale a mis au point un puissant préventif contre l'agression. Il est vrai que cela demeure essentiel. Il n'en reste pas moins cependant que la paix, même celle dont nous jouissons présentement, repose sur une force si terrible qu'aucun côté n'ose y recourir. Si nous ne trouvons bientôt une meilleure base à la paix, nous ne pouvons nous attendre à échapper indéfiniment à la destruction.

Entre-temps, les manœuvres diplomatiques continuent leur marche lente et tortueuse vers une conférence au sommet. Si cette conférence se réunit et essaye de traiter les problèmes concrets et compliqués dans l'atmosphère de guerre froide qui règne actuellement entre les deux blocs, sans discussions préliminaires satisfaisantes sur les plans politique et diplomatique, il est presque certain qu'une telle conférence fera plus de mal que de bien.

Il est évident toutefois que l'opinion publique exige actuellement une réunion au sommet. Cela étant, les puissances occidentales et notre gouvernement font bien, à mon avis, d'accélérer les préparatifs. Mon idée, quelle qu'en soit la valeur, est que la rencontre la plus efficace, à l'heure présente, serait une réunion courte et officieuse des chefs des deux plus puissantes nations, à savoir les États-Unis et l'URSS. Ils pourraient y échanger leurs vues sans avoir à s'en tenir à un ordre du jour et pourraient s'efforcer au moins d'éclaircir les malentendus et d'apaiser les craintes grâce à leur contact personnel. Je me borne à répéter ce que j'ai dit tout à l'heure: j'espère que nous aurons bientôt l'occasion de discuter plus en détail à la Chambre ces questions qui ont une importance aussi fondamentale.

Qu'il me soit maintenant permis de dire quelques mots d'un ou deux aspects de nos problèmes nationaux. Deux de ces problèmes nous préoccupent peut-être au plus haut point et ces deux problèmes sont plus étroitement apparentés, au Canada, que dans tout autre pays peut-être. Je parle du commerce et du chômage. Je n'ai ni le désir ni l'intention d'exagérer la gravité de la régression économique. Tous peuvent constater les faits et chacun de nous peut tirer ses propres conclusions de ces faits. Je sais parfaitement, comme le savent, je pense, la plupart des membres du gouvernement, que la confiance est un élément essentiel au bon fonctionnement de notre régime économique complexe et qu'une telle confiance peut être anéantie ou, à coup

sûr, facilement affaiblie par des paroles irréflechies; elle peut être encore plus gravement affaiblie par une attitude irréflechie.

A mon sens, encore plus préjudiciable serait l'attitude de l'autruche: le refus de reconnaître les faits avec l'espoir qu'ils disparaîtront. Une attitude pratique et une acceptation pratique de la situation fondée sur les faits, tels qu'ils sont et non pas tels que nous aimerions qu'ils soient, sont essentielles comme point de départ de toute amélioration. Rien donc ne fonde à taxer de noir pessimisme ceux qui parlent des faits. Une telle discussion est un prélude essentiel à des mesures concernant les dures réalités de l'heure qui, à moins d'être modifiées, obscurciront pour chacun les perspectives de l'avenir national.

Une chose est claire: en dépit de certains des adjectifs optimistes dont on s'est servi durant la campagne électorale, la régression se poursuit. Les économistes et les hommes politiques peuvent se demander si elle s'atténue ou dans combien de temps elle disparaîtra; on nous dit que la régression s'est immobilisée ou, si je puis employer une expression nouvelle et plutôt décourageante, qu'elle a atteint son point le plus bas. Eh! bien, même si cet optimisme modéré était motivé, quelles mesures prend-t-on non pour maintenir le niveau des affaires mais pour améliorer la situation en remontant le courant? Il n'est guère reconfortant d'avancer en heurtant le fond, même si nous ne nous enfonçons pas davantage.

En outre, et c'est clair je pense, nos difficultés ont des répercussions au niveau international comme sur le plan national, et nous ne surmonterons certes pas ces difficultés sans un commerce extérieur en plein essor. Il vaudrait donc mieux ne pas oublier que les échanges avec notre voisin revêtent une importance particulière à cet égard, et voici les faits qu'il faut savoir envisager pour assurer notre relèvement actuel: l'importance du commerce avec les États-Unis en tant que facteur de redressement, n'est dépassée que par celle de la situation économique de ce pays, parce qu'elle influe beaucoup sur les échanges canado-américains. Quand on parle de se libérer de la domination économique d'un autre pays, de maîtrise nationale et d'indépendance,—point sur lequel il n'y a, d'ailleurs, aucune divergence d'idées à la Chambre ni même, d'après moi, dans le pays,—toute présomption que nous pourrions avoir est rabattue quand nous nous rendons compte que même si notre ligne de conduite ici était prudente, vigoureuse et prévoyante, il nous serait impossible de nous isoler des décisions et du destin économiques de notre voisin. Nous pouvons et nous devrions, naturellement, nous